

Unité Départementale du Morbihan

LORIENT, le 19/09/2022

34, rue Jules LEGRAND
56 100 LORIENT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



PIGEON GRANULATS BRETAGNE

2 rue du Cabotage
ZI du Ty Mor - BP 10115
56700 Hennebont

Références : CG/PD/E/2022-235

Code AIOT : 0005503221

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2022 dans l'établissement PIGEON GRANULATS BRETAGNE implanté Kerbastard 56330 PLUVIGNER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIGEON GRANULATS BRETAGNE
- Kerbastard 56330 PLUVIGNER
- Code AIOT : 0005503221
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'exploitation de la carrière de « Kerbastard » a été autorisée par arrêté préfectoral du 13 novembre 2013

sur une superficie de 8,8 ha, sur la parcelle 52 section XE, pour une durée de 30 ans.

La production annuelle est de 100 000 t par an.

La carrière est exploitée par trois campagnes de deux mois environ (extraction et concassage des matériaux).

L'évacuation des matériaux est effectuée tout au long de l'année.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Arrêté Ministériel du 22/09/1994
- Arrêté Ministériel du 13/11/2013

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
8	Vibration	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 13	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installation de gestion de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe 1	/	Sans objet
3	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	/	Sans objet
4	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 10.3	/	Sans objet
5	Ruisseau de KERGROEZ	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 10.7	/	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 12	/	Sans objet
7	Pollution AIR et POUSSIÈRES	Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles environnementaux sont effectués selon les fréquences mentionnées dans l'AP.
Les résultats sont conformes aux valeurs fixées dans l'AP.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation de gestion de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes, un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitation génère des déchets inertes résultant de l'activité extractive et de traitement (découverte : code déchet 010102 et déchets de scalpage : code déchet 010408). L'exploitant a mis en place un plan de gestion de ces déchets ; ce plan a fait l'objet d'une révision en janvier 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de registre permettant d'assurer un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés ; néanmoins, il dispose du relevé topographique de la carrière.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.
Constats : Le plan de gestion contient : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et l'estimation des quantités totales de déchets d'extraction stockés durant l'exploitation ;- la provenance de ces déchets et leur mode de traitement ultérieur ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- les mesures prises pour réduire les incidences sur l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 10.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Deux piézomètres seront installés en amont hydraulique de la carrière dans un rayon de 200 m à proximité des lieux-dit Kerven-Saint-Guy et Kervarh. L'exploitant assurera le suivi mensuel du niveau piézométrique sur les ouvrages dès la mise en place du pompage. La périodicité pourra être aménagée en fonction de résultats obtenus. Toute anomalie sera communiquée sans délai à l'inspection.
Constats : Le pompage des eaux d'exhaure de la carrière n'a pas débuté, ainsi aucun suivi n'est exigé. L'exploitant effectue tout de même un suivi du niveau de la nappe annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Ruisseau de KERGROEZ

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 10.7
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la qualité du ruisseau de KERGROEZ
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant effectuera une mesure semestrielle de la qualité des eaux du ruisseau de Kergroez en amont et en aval hydraulique de la carrière sur les paramètres pH, MES, Conductivité. Une fois par an, les hydrocarbures seront analysés. La périodicité pourra être aménagée en fonction des résultats obtenus.
Constats : L'exploitant effectue une mesure semestrielle de la qualité des eaux du ruisseau de Kergroez en amont et en aval hydraulique de la carrière, sur les paramètres pH, MES, Conductivité dès lors que la carrière rejette ses eaux de ruissellement dans le ruisseau (pas de rejets en continue). Le dernier contrôle date du 4 novembre 2021. Les résultats présentent des valeurs similaires en amont et en aval.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bruits émis par la carrière doivent respecter les prescriptions fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997. En limite de l'autorisation, le niveau de bruit ne doit pas excéder 70 dB(A) le jour, et 60 dB(A) la nuit. Le respect de ces valeurs d'émergence sera vérifié, dans un délai d'un an à compter de l'obtention du présent arrêté, puis au minimum une fois tous les trois ans.
Constats : Le respect de ces valeurs d'émergence est vérifié tous les trois ans. Le dernier contrôle a été effectué le 27 mai 2020. Les résultats sont conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Pollution AIR et POUSSIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En parallèle du suivi effectué sur le personnel en matière d'empoussiérage, l'exploitant effectuera un suivi spécifique des particules fines [poussières de diamètre aérodynamique $\varnothing < 10 \mu\text{m}$, poussière $\varnothing < 2,5 \mu\text{m}$ taux de silice] dans l'environnement au niveau des habitations les plus proches (un point de référence non exposé à l'activité carrière sera défini). Ces mesures seront réalisées dans un délai d'un an à compter de l'obtention du présent arrêté puis au minimum une fois tous les cinq ans.
Constats : L'exploitant a effectué un suivi spécifique des particules fines [poussières de diamètre aérodynamique $\varnothing < 10 \mu\text{m}$, poussière $\varnothing < 2,5 \mu\text{m}$ taux de silice] dans l'environnement au niveau des habitations les plus proches (un point de référence non exposé à l'activité carrière sera défini), du 5 au 15 novembre 2021. Compte tenu de la faible quantité de poussières recueillie, le taux de quartz n'as pu être déterminé. L'exploitant effectue des mesures de retombées des poussières dans l'environnement par la méthode des plaquettes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2013, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il sera procédé, à chaque tir, à un contrôle des vibrations par la société effectuant le tir. Une fois tous les trois ans, un contrôle sera effectué par un organisme indépendant.
Constats : A chaque tir, il est procédé à un contrôle des vibrations par la société effectuant le tir. L'exploitant n'a pas fait procéder au contrôle triennal par un organisme indépendant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet